

UNEF-INFORM

UNION
NATIONALE des
ETUDIANTS de
FRANCE

Directeur de la Publication
Didier SEBAN

Rédacteur en Chef
Tristan MALLE

Bulletin intérieur de l'UNEF
11 Rue Godot-de-Mauroy
75009 PARIS
Tél. : 742.59.40

COMMISSION PARITAIRE 1142-D-73

N° 13 - MAI 1980

EDITO

Voici le 3^e numéro d'UNEF-INFORM consacré à la préparation de notre 66^e Congrès. Il arrive alors que la plupart de nos congrès d'AGE des villes universitaires de province se soient déjà tenus.

Débats, échanges souvent vifs, congrès de comité et d'AGE qui prennent des décisions, le large accord sur la nouvelle orientation proposée par le Bureau National n'est pas de pure forme. Nous avons commencé à nous faire violence en réfléchissant sur la base de notre bilan, dans les UER, dans les villes, à une nouvelle pratique syndicale : celle d'une UNEF encore plus quotidienne, au cœur des études et dans laquelle tous les étudiants que nous co-toyons se retrouvent.

Ceci dit, ce cap important que nous voulons franchir au syndicat en construisant une nouvelle solidarité étudiante, en faisant de l'UNEF l'organisation de tous les étudiants, ces décisions prises en congrès d'AGE exigent que nous poursuivions partout et sous toutes les formes le débat, pour pouvoir concrétiser l'UNEF des étudiants de 80.

Notre Congrès sera conforme à notre image.

Loin d'être un conclave coupé du monde, le Congrès de Reims s'ouvre au moment où notre pays, l'enseignement, l'Université sont traversés par des mouvements profonds.

Comment tenir un Congrès coupé des réalités quand les universitaires, aux côtés des instituteurs et des enseignants du second degré, feront grève les 24 et 25 avril et quand Monsieur Jacquet, responsable du groupe RPR au Sénat annonce que l'amendement Ruffenacht reviendrait au débat en avril ou en mai ?

Comment tenir un congrès-colloque quand, dans nombre d'endroits, les décisions de nos congrès d'AGE, de comités ont permis d'obtenir des premiers acquis, de commencer à tisser ce réseau syndical que nous voulons, de créer une nouvelle solidarité étudiante.

Les exemples se multiplient dans les villes comme à Saint-Etienne ou à Aix où nous avons gagné sur les délégués de TD...

Enfin, comment tenir un congrès loin du monde universitaire, quand les étudiants agissent souvent à l'initiative du syndicat.

Ainsi, en EPS, où, malgré quelques faiblesses, les étudiants défendent le STAPS de Nice. Ainsi à Grenoble où, grâce à des luttes puissantes et menées dans des formes démocratiques nouvelles nous venons d'obtenir un recul du rectorat sur l'examen de français imposé aux étudiants étrangers. Enfin, comment oublier que nous venons d'obtenir un grand acquis sur les étudiants étrangers en obligeant Imbert à transmettre une circulaire qui affirme que, premièrement la préinscription ne sera pas renouvelée dans tous les cas de réorientation des étudiants, et qu'en tout état de cause, elle pourra se faire après la session de septembre et que, deuxièmement, l'épreuve de français ne sera pas imposée à tous. Nous voulons encore plus gagner, et c'est pourquoi le Bureau National a décidé de faire des 6 et 7 mai prochains des journées d'action, de grève et de manifestation contre les mesures prises à l'encontre des étudiants étrangers. En refusant toutes les provocations gouvernementales, nous faisons-là œuvre de responsables.

Il est toujours difficile de mesurer la portée d'un événement à l'avance. Mais nous pouvons dire que le Congrès de Reims sera historique pour l'UNEF et pour les étudiants, de la richesse et de la qualité de son débat dépendront l'avenir des luttes et la vie des étudiants, et le climat des Universités.

Alors faisons tout, notamment en collectant le paiement des mandats auprès des enseignants et des étudiants pour que nous soyons nombreux réunis le 25 à Reims.

Marc Gajer
Secrétaire National

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66^e CONGRES

Joëlle PITKEVICH - Informatique Paris VI-
JUSSIEU

Le projet de résolution affirme dès ses premières lignes que « les étudiants de 1980 sont différents ». Dans les congrès d'AGE auxquels j'ai participé, des camarades se sont interrogés sur l'exactitude de ce jugement. Il me semble qu'il ne s'agit pas de comparer les étudiants de 80 avec ceux de l'an dernier mais d'affirmer simplement qu'il n'y a pas un étudiant-type éternel. L'Université a subi de profondes mutations ces dernières années. L'une d'elles et non des moindres me semble avoir transformé le visage de l'Université ; elle se caractérise par le fait qu'aujourd'hui la règle lorsqu'on s'est inscrit en fac ce n'est pas d'en sortir avec le diplôme pour lequel on a travaillé mais d'abandonner en cours de cursus, en cours d'année.

Ainsi alors que la grande majorité des diplômés se préparent en trois années d'études le temps passé sur les bancs de l'Université avoisine le plus souvent deux ans. En 1^{re} année de Droit à Pau, sur 3 étudiants qui s'inscrivent, seulement un passe en 2^e année. A Nancy, le nombre d'étudiants en 3^e année de droit ne représente que 20 % de ceux qui ont passé l'examen en 1^{re} année et 10 % de ceux qui se sont inscrits dans cette 1^{re} année.

Le Monde de l'Education citait le chiffre de 80 % d'étudiants salariés parmi ceux qui abandonnent en cours d'année. Le pourcentage de réussite est de 21 % chez les salariés à temps complet, il faut le multiplier par plus de 3 pour les non-salariés.

Cette sélection touche plus les étudiantes que les étudiants. Sans parler des questions d'orientation avant et après le bac, en Lettres, si les 2/3 des diplômés sont des femmes, elles ne représentent que le quart des diplômés de 3^e cycle.

Comment dans ces conditions se sentir pleinement étudiant ? Le cas le plus fréquent c'est d'être éliminé bien avant d'avoir obtenu le diplôme recherché. Aux nombreux-clausés instaurés en Médecine, Pharmacie et Archi, il faut ajouter ceux officieux de Science Po et Science Eco qui s'établissent entre 12 et 20 % à la fin de la 1^{re} année. A Jussieu en Lettres, 51 % des étudiants abandonnent entre la 1^{re} et la 2^e année.

Les raisons de ces abandons sont multiples. Il n'y a rien pour nous aider à nous engager dans notre vie d'étudiant. Pour les 98.000 boursiers, les sommes allouées sont insuffisantes. Rien n'est fait pour permettre à ceux qui ont dû se salarier d'étudier... Coupés de la vie, notre avenir c'est la déqualification. Et surtout, nous ne sommes jamais consultés.

Dans chaque TD, chaque TP, il faut que les étudiants combattent pied à pied l'isolement, le système D qui sont les premiers pas vers l'abandon.

C'est pourquoi la revendication d'être des citoyens, d'avoir un statut qui reconnaisse nos droits d'avoir les moyens d'étudier, de dire notre mot, de décider des affaires qui nous concernent, me semble devoir être un point essentiel de notre réflexion. Dès aujourd'hui il

nous faut mettre tous les atouts de notre côté pour que les étudiants sentent qu'ils sont une collectivité qui doit pouvoir organiser sa vie, prendre toute sa place dans l'Université, la vie sociale, culturelle.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66^e CONGRES

Jean-Louis TISSOT - Espagnol PARIS IV

Une idée me paraît fondamentale dans la réflexion que nous avons autour du projet de résolution de notre 66^e Congrès, à savoir que la base du rassemblement des étudiants dans l'organisation syndicale c'est essentiellement celle des ETUDES. L'UNEF c'est l'instrument que se donnent les étudiants pour étudier.

Cela semble une lapalissade que de dire qu'on vient à l'Université pour étudier.

Mais, alors qu'ici et là sont développées une série d'idées selon lesquelles être étudiant c'est d'abord adopter une attitude, c'est un état d'esprit où se mêlent volonté contestataire qui tournerait à l'indifférence passive et absolue, tendance à la marginalisation, rejet des institutions ou repli dans un conformisme étroit, etc. Il n'est pas mauvais de rappeler, plus, de **fonder** l'orientation syndicale sur le fait qu'on est à l'Université pour étudier, que le syndicat est le moyen pour le faire et le faire mieux.

D'autant plus que, comme nous le disons dans le projet de résolution, les étudiants d'aujourd'hui sont différents. Ils le sont dans leur vie quotidienne et, au niveau du vécu, dans leur rapport à l'Université.

En outre à l'Université avec la volonté d'acquiescer une connaissance, une large culture et globalement une formation solide pour exercer un métier dans la vie active, avec donc l'aspiration à faire des études intéressantes, utiles, avec aussi le sentiment qu'être étudiant c'est participer au mouvement des connaissances dans le pays et qu'on a son mot à dire dans ce domaine, sa place à tenir.

Avec enfin l'aspiration à une véritable vie d'étudiant, c'est-à-dire à trouver des facs vivantes, des structures de débat sur toutes les questions concernant de près ou de loin nos études... à bénéficier dans la vie quotidienne de conditions favorables à l'accomplissement de nos études.

A l'évidence, ces aspirations sont vite rognées, mutilées. Pour la grande masse des étudiants la fac, la vie d'étudiant déçoivent.

Parce qu'être étudiant, c'est rencontrer de multiples difficultés qui, cumulées, déçoivent nos aspirations.

Difficultés de vie (faiblesse de nos ressources, salariat, problèmes de logement, de santé, etc...)

Difficultés d'étudier (sélection accrue, enseignement coupé de la vie, perspectives d'emploi bouchées etc...)

Absence de vie des facs (pas de réelles structures d'accueil, éclatement des bâtiments, des enseignements, absence d'animation, de vie collective, pas d'information véritable ni de moyens favorisant la participation active des étudiants à la marche de l'Université.

Autant d'obstacles qui, vécus individuellement, conduisent les étudiants à une attitude de repli, qui font qu'ils ne vivent pas l'Université comme un endroit où ils ont leur place, mais comme un lieu de passage, les rendent clients passifs d'une structure dont ils sont étrangers. D'où le bachotage systématique accru. D'où aussi le découragement, l'abandon de l'idée même d'étudier pour avoir un métier, l'abandon de l'Université.

Est-ce à dire que cette volonté d'étudier n'existe pas chez les étudiants d'aujourd'hui ? Je pense qu'au contraire elle est plus forte que jamais. Elle transparaît dans l'attitude actuelle de la grande masse des étudiants.

Par exemple, le bachotage massif, s'il est négatif par bien des aspects, est révélateur du fait que les étudiants s'accrochent à leurs études, qu'ils veulent avoir un diplôme utile pour leur avenir.

Et si de façon générale, les attitudes de repli sur soi indiquent que les étudiants ne trouvent pas à l'Université ce qu'ils y cherchent, cela ne veut pas dire qu'ils ne le cherchent pas.

Par ailleurs, dans leurs luttes les étudiants font preuve d'une plus grande maturité, d'un rejet des grands mots d'ordre vagues, d'un souci du concret et de l'efficacité qui sont significatifs du fait que ce qui est premier pour eux c'est leurs études.

C'est à mettre au compte de plusieurs années d'activité syndicale de l'UNEF ainsi que de ce qui change chez les étudiants. Les progrès de l'UNEF aux élections universitaires, même s'ils sont loin

encore des nécessités, traduisent ces exigences nouvelles chez les étudiants de 80.

Ce vécu contradictoire de leurs études par les étudiants, sur la toile de fond d'aspirations et exigences nouvelles à une véritable vie d'étudiant, à faire de réelles études utiles et enrichissantes me conduisent à penser que nous avons raison de mettre l'orientation et l'activité syndicale au cœur des études, qu'il est indispensable de changer l'UNEF.

Cela n'est pas restrictif, au contraire, si nous savons donner au mot étudiant son sens plein, toutes les exigences qu'il recouvre aujourd'hui.

Avec l'UNEF, être étudiant, c'est mettre le verbe étudier au participe présent.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66^e CONGRES

Jacques MOULINS - Sorbonne

Alors que la réalité quotidienne de la vie dans les facultés reste l'absence d'initiatives prises par les étudiants, une certaine soumission ou résignation à ce qui se passe, nous nous proposons au contraire, avec notre 66^e Congrès, de prendre nos affaires en mains.

L'ambition d'un tel projet n'échappe à personne : nous voulons que chaque étudiant — comme nous, étudiants syndiqués — puisse intervenir, débattre et agir, avec ses aspirations propres, mais aussi en tenant compte de ses propres difficultés.

Il est, en conséquence, évident que nous nous chargeons de ce fait d'une responsabilité plus qu'importante vis-à-vis des étudiants, et donc que nous mesurons ce que cela veut dire comme difficultés dans l'action syndicale, mais aussi bien sûr, ce que cela exige de l'UNEF.

Cela exige une UNEF ouverte à tous, des locaux, des groupes d'étude, jusqu'à l'expression de chacun à tous les niveaux du syndicat.

Cela exige un climat permanent et durable dans l'UNEF qui permette l'échange d'idée, la confrontation des réalités et des expériences diverses, l'expression des opinions multiples.

Et cela, j'y insiste, pour chaque étudiant à qui l'on propose de se syndiquer.

C'est bien par rapport à cette orientation d'ouverture et de débats que je combats fermement les tendances dans mon syndicat.

Car, soyons clairs, qu'est-ce qu'une tendance ?

— Avant tout, dans son principe même, une différence **organisée** entre les étudiants sur des bases qui restent obscures pour la plupart des adhérents.

— Ensuite, des responsables dont on ne sait qui ils représentent puisque les votes aux organismes de direction se font à bulletin secret.

— Enfin, des gens qui parlent pour les autres, forts du nombre de mandats qu'ils ont obtenu au Congrès, écartant de fait tous ceux et souvent toutes celles qui ont du mal à participer à un débat, tous ceux qui ne sont pas rompus à l'étroitesse de la bataille entre tendances.

D'une part, comment oublier notre expérience douloureuse ? Les tendances ont tué l'UNEF, notre Congrès **unaniment** l'a dénoncé.

Aucun événement depuis ne permet que nous changions d'avis. Au contraire, la plus grande ouverture que nous souhaitons nous confirme dans ce refus des tendances.

De plus, les quelques tentatives de ces dernières semaines de créer des tendances à l'UNEF, sont autant d'arguments contre elle.

— Ce ne sont pas les adhérents les premiers informés, mais la presse, ce qui fige immédiatement les débats.

— On ne se soucie pas du débat du Congrès, mais de « gagner du monde » et des « mandats ». Par exemple dans les réunions, on assiste à de grands déplacements incessants dans la salle, non pas pour dégourdir ses jambes, mais pour consulter les responsables et sa tendance avant les votes.

— Enfin, derniers exemples parmi des dizaines, à Lyon, certains membres du bureau ont la surprise de trouver un texte de tendance dans leur casier, les autres non, c'est certainement qu'ils n'ont pas dû être jugés « gagnables » par la main gantée qui agit dans l'ombre.

De cela, nous ne voulons pas. Le débat sera libre dans l'UNEF, personne ne peut le figer, comme ceux-là qui se permettent de parler

au nom de leur tendance, au lieu de parler en leur nom.

A l'UNEF, les votes ne sont pas avant le Congrès comme dans toutes les organisations où il y a des tendances. A l'UNEF, nous n'avons pas eu cinq scissions comme au MAS.

Aujourd'hui, ce que nous voulons, c'est l'UNEF de l'Union des Étudiants, des étudiants qui prennent leur place à l'Université. Tel est l'enjeu de notre 66^e Congrès.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66^e CONGRÈS

Emmanuel JOUANNET - Panthéon Sciences
Eco 3^ea

La présente contribution reprend les grandes lignes d'un texte de réflexion qui, de par sa longueur, ne peut être publié ici mais qui sera diffusé lors du Congrès.

Dans ce texte, des éléments d'analyse de l'Université et les axes de lutte qui en découlent sont proposés à la réflexion du Congrès. Toutefois, la juste appréhension des transformations tant de l'Université que du milieu étudiant ainsi que la juste définition de notre stratégie syndicale ne peuvent être le fruit que d'une analyse collective de tout le syndicat.

Il est aujourd'hui plus que jamais indispensable de s'opposer pied à pied aux attaques du gouvernement qui aggravent une situation déjà inacceptable, attaques qui ne manquent ni de cohérence ni de constance parce qu'elles s'inscrivent dans une logique de redéploiement de l'enseignement supérieur afin de l'adapter aux exigences de rentabilité immédiate de la production capitaliste.

La transformation du statut, de la place et des structures de l'Université passe par :

- une remise en cause systématique des acquis étudiants (cf. l'acharnement du gouvernement à apporter des restrictions à la loi d'orientation — quorum étudiant, amendement Ruffenach...),
- une remise en cause des garanties de la fonction publique (décret du 20 septembre 1978, décret du 9 août 1979...),
- un renforcement de la main-mise idéologique (orientation et contrôle de la formation supérieure),

Cette transformation est réalisée de manière détournée par le biais de l'austérité et du redéploiement, conduisant à la restructuration de l'université.

- déplacement des centres de formation et de recherche vers les régions où est implanté l'appareil productif (désertification des régions),
- orientation du développement, de la création de filières de formation au détriment d'autres,
- dévalorisation des diplômes par une différenciation des qualifications,
- mise en place progressive de deux filières de formation : outre une filière de formation étroitement spécialisée, une filière de formation à caractère plus général, sans véritable spécialisation pour constituer une force de travail polyvalente.

Le renforcement de l'austérité,

- les attaques contre le CROUS, la MNEF,
- la reproduction des discriminations sexistes, des ségrégations raciales et des inégalités sociales,

accélèrent la tendance à la dégradation des conditions de vie et d'étude des étudiants.

A ces faits importants pour l'avenir de l'enseignement supérieur et pour notre démarche syndicale s'en ajoute un autre aussi déterminant.

bien que les 860.000 étudiants vivent leur situation présente de façon très diverse du fait de leur origine et de leur devenir social,

- la dévalorisation des diplômes et le chômage,
- la tendance à la salarisation massive des couches intermédiaires,
- la crise de l'institution universitaire

confortent leurs raisons objectives et subjectives de participer à l'action pour des changements.

L'UNEF doit, comme le souligne le projet de résolution, changer et :

- désigner et combattre les vrais responsables : le gouvernement et le patronat,
- élaborer et lutter pour l'obtention d'un statut étudiant (développé dans le texte),
- fonder sa stratégie sur les luttes et les développer à tous les niveaux pour reconquérir nos droits (largement entamés), les étendre,
- tisser les liens nécessaires avec les autres catégories sociales universitaires (enseignants, personnels administratifs et techniques) et leurs syndicats afin de réaliser les convergences indispensables pour des ripostes communes et massives,
- au-delà, dépasser le cadre de l'Université afin de coordonner nos luttes avec celles des travailleurs et leurs organisations syndicales : l'enjeu des luttes étudiantes rejoindra par là le combat de classe qui se mène dans l'ensemble du pays.

La stratégie syndicale proposée (et fondée sur une analyse de l'Université des étudiants) est un des moyens de faire face à la crise que traverse le syndicalisme étudiant, crise dont les symptômes sont la baisse de la syndicalisation et l'absence de luttes de grande ampleur face aux agressions du pouvoir.

Il semble nécessaire d'analyser les causes de cette crise (de reconnaître nos insuffisances), de déterminer les moyens d'y faire face ; reconsidérer de manière critique notre stratégie syndicale, les principes de fonctionnement de l'UNEF ainsi que le type de rapports que nous avons instauré avec les étudiants, les autres catégories sociales à l'Université.

Faute d'une telle démarche collective, c'est l'UNEF qui sera tôt ou tard sanctionnée dans son incapacité croissante à mobiliser les étudiants, à unifier leurs luttes, à sortir du ghetto universitaire dans lequel cherche à nous enfermer le pouvoir.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66^e CONGRES

Anne-Marie LAURENT - Sciences Eco. CAEN

Nous voulons développer une nouvelle solidarité étudiante.

La nécessité de créer des liens entre tous les étudiants, nous la ressentons quand dans un amphî personne n'ose dire que le cours est incompréhensible, quand au moment des examens, chacun s'inferme chez soi pour essayer tant bien que mal d'assimiler le programme d'une année, quand on subit des examens qui tombent comme des couperets et cela sans que nous puissions dire notre mot sur leur organisation.

Or aujourd'hui, à quelques syndiqués dans un amphî, nous ne pourrions pas intervenir sur chaque question, régler tous les problèmes qui sont posés à tous.

Sans parler des endroits où, parce qu'aucun étudiant n'est organisé, l'arbitraire règne en maître...

Ce que nous voulons, c'est permettre à chaque étudiant d'intervenir, de donner son avis, que tous ensemble nous décidions de ce que nous voulons dans notre UER.

Et cela passe par l'organisation dans le syndicat de tous ceux qui veulent faire et réussir leurs études.

Pourquoi ? Tout d'abord parce que, étant déjà syndiqués, nous avons fait l'expérience de l'efficacité de l'organisation.

Tout ce que nous avons acquis, tout ce qui nous permet aujourd'hui de mieux étudier, que ce soit le polycopié, la bourse aux livres ou la cafétéria, c'est grâce à l'existence du syndicat, au fait que des étudiants sont déjà organisés.

C'est parce que nous sommes syndiqués que nous nous accrochons à nos études, parce que nous sommes rassemblés que nous pouvons réagir quand nous rencontrons un problème.

Mais cela ne peut être réservé à quelques uns, alors que dans un amphî tous les étudiants connaissent les mêmes difficultés à étudier, alors qu'en première année 50 % des inscrits ne se présentent pas aux examens.

Nous ne voulons pas, nous ne pouvons pas décider à quelques uns pour tous.

Nous voulons que chacun se sente responsable de sa vie, du déroulement de ses études.

Nous voulons rompre l'isolement dans lequel se trouvent la majorité des étudiants.

Et nous savons que cela ne s'improvise pas, qu'il n'y a pas de spontanéisme en la matière. C'est pour cela qu'il nous faut nous

battre pour que les étudiants se syndiquent.

Beaucoup plus d'étudiants syndiqués, ce sont d'autant d'étudiants qui sont au courant de la vie de leur UER, qui reçoivent les informations par l'intermédiaire des courriers syndicaux, qui peuvent se retrouver selon leurs aspirations pour mettre en place des activités, qui peuvent contacter leurs élus quand un problème se pose.

Ce sont autant d'étudiants qui ne se laissent pas faire. C'est la possibilité de se retrouver dans le groupe d'études pour réviser ensemble ses examens, de se faire aider par d'autres étudiants qui sont dans les années supérieures, de comparer les différentes modalités d'examens qui existent dans l'UER, d'élaborer des propositions pour qu'elles soient les meilleures possibles.

C'est la possibilité pour chacun de prendre ses affaires en mains, de se sentir responsables.

Pour cela, nous allons résolument nous adresser à tous les étudiants, les appeler à se rassembler pour donner vie à une nouvelle solidarité entre tous les étudiants.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66^e CONGRÈS

Michel DUGNAT - Santé - LYON

L'importance et l'animation des débats dans mes congrès de comité et d'AGE m'amènent à prendre position sur le projet de résolution.

Je dirai d'abord combien ce texte répond à des problèmes qu'il nous faut dépasser : malgré des acquis dans de multiples domaines, notre organisation et, donc, notre action sur notre condition d'étudiant restent globalement insuffisantes. Or ce texte propose pour l'adhésion une démarche profondément syndicale : celle qui consiste à permettre sans aucun a priori à tout étudiant de venir prendre sa vie d'étudiant en charge au sein de l'UNEF. Elle doit permettre à un grand nombre d'étudiants de se syndiquer et de participer ainsi activement à la vie de son Université.

Mais, il nous faut ensuite permettre à tous ces nouveaux syndiqués dans leur pratique quotidienne de réfléchir et, en particulier, d'analyser l'origine des difficultés qu'ils rencontrent en leur fournissant des moyens d'analyse. (Je suis d'ailleurs persuadé, que même s'il nous faut distinguer différents « niveaux » de responsabilité, c'est l'actuelle politique universitaire qu'il faut mettre en cause, comme le manifeste le fait : mais c'est à chaque syndiqué d'avoir cette réflexion dans sa vie syndicale).

Sans cette possibilité pour chaque adhérent de comprendre — qui inclut la connaissance de la réflexion antérieure de l'UNEF — nous perdrons de vue le syndicalisme que nous voulons i. e. la défense de tous les intérêts des étudiants.

C'est pour cette raison que le projet de résolution me paraît radicalement insuffisant : si ce n'est pas pendant les débats de congrès que tous les syndiqués réfléchissent sur l'ensemble de l'orientation, cette réflexion risque fort d'être insuffisante (cf la remise en cause de la loi d'orientation, les mesures discriminatoires à l'encontre des étudiants étrangers, les problèmes de la MNEF...).

Mais je suis confiant : le débat de mon congrès de comité a bien montré que, face à un texte à la fois important et incomplet, nous, syndiqués, débattons non seulement, en profondeur, du texte mais aussi de tout ce qui y manque.

C'est pour ça que j'espère que le texte qu'adoptera le Congrès de Reims donnera tout son poids à l'actuel projet de résolution en y intégrant l'ensemble des éléments de l'orientation qui y font défaut.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66^e CONGRÈS

Françoise COUX - Médecine Paris

Les dernières années ont permis un important développement de l'activité syndicale en Médecine.

Cependant, pour les PCEMI en particulier, des problèmes demeurent dans la mise en pratique de l'orientation syndicale, non pas du fait d'erreurs stratégiques, mais du fait même des conditions nouvelles créées par le concours. Je ne citerai que les plus importants d'entre eux :

1. Le fonctionnement des systèmes d'entraide repose sur des

épaules bien peu nombreuses, impliquant pour certains le sacrifice d'une année d'étude, ou sur des syndiqués des années supérieures, extérieurs à l'amphi, avec toutes les conséquences que cela a sur la régularité de l'intervention syndicale.

2. Il y a encore trop d'amphis de P1 où il n'y a rien, parce que le problème reste posé en termes de « manque de bonne volonté ».
3. On ne débat plus que très épisodiquement dans les amphis de P1, on ne discute plus, pas plus du contenu de l'enseignement que du pourquoi du concours, ou de la nécessité de se battre. Le concours est là, on subit, on survit, on bachote.

(Chacun pour soi. Le travail à chaque minute, et la vie d'une année mise entre parenthèses à dix-neuf ans. L'ennui, la mesquinerie, la froideur, quelques plaisanteries de carabins qui ne détendent même pas l'atmosphère. Panique devant l'immensité du programme d'anatomie. Par cœur... Saturé... L'envie de tout plaquer. Certains abandonnent. Beaucoup restent, les seuls qui gardent un peu d'espoir sont ceux qui ont pu se payer l'inscription à des cours privés...).

L'UNEF a fait des progrès énormes pour répondre à cette situation. Aujourd'hui, la question posée est de faire mieux, en faisant effort pour ne pas plaquer l'intervention syndicale sur la vie de l'amphi, **mais de faire de la vie syndicale la vie de l'amphi, en créant une nouvelle solidarité étudiante** (dans ces amphis de P1 plus que partout ailleurs).

Proposer aux P1 de s'organiser, de créer un groupe d'études pour ensemble tenter de surmonter l'obstacle de la sélection à outrance, du bachotage stérile, de l'envie d'abandonner. Proposer par exemple à un amphi de créer son groupe d'étude avec une commission pour la mise au point de révisions collectives du programme d'anat., les étudiants syndiqués de l'amphi décidant ensemble des modalités de leur travail, le syndicat proposant l'aide d'étudiants des années supérieures, et l'intervention des élus UNEF pour obtenir un local pour le groupe d'études. Rien de tel que cette démarche pour briser l'isolement, lutter contre la « mentalité-concours », permettre de rester étudiants à ceux qui, en difficulté, voulaient abandonner.

Quel meilleur endroit que ce groupe d'études pour discuter de tous les problèmes de l'amphi, pour décider du tirage d'un poly ou pour créer la commission qui mettra sur pied l'organisation d'une fête de fin de concours, bref, pour se donner les moyens, ensemble, de redonner une vie à l'amphi ?

Est-ce à dire que l'UNEF ne jouerait plus, sur la fac, qu'un rôle de corpo ou d'amicale ? Je ne crois pas.

Dans le groupe d'études se retrouveront probablement côte à côte, ensemble, pour mieux vivre leur vie d'étudiants, des étudiants persuadés que la sélection à outrance est indispensable pour former une médecine d'élite, d'autres penseront que le concours est un mal nécessaire mais que c'est un scandale de diminuer chaque année le nombre des postes, d'autres encore analyseront le concours comme injustifié, s'intégrant dans une politique globale en matière de santé, délibérément malthusienne, d'autres enfin ne se seront jamais posés de question à ce sujet.

Quel meilleur endroit pour engager le débat sur ces questions que le groupe d'études, où chacun pourra donner son opinion, le débat étant enrichi par les éléments du courrier de l'Association Générale qu'aura reçu chaque syndiqué, avec des embryons d'analyse, des données chiffrées, des prises de position, des informations sur l'état des discussions dans les autres facs ?

Quel meilleur endroit que ce groupe d'études pour analyser le pourquoi de telle attitude du Doyen ou de telle réponse du Ministère, et pour décider s'il y a lieu, d'agir pour faire pression, avec les délégués élus, pour obtenir satisfaction ?

C'est ainsi que j'envisage la mise en place de l'orientation du 66^e Congrès de l'UNEF.

Une telle orientation fera de l'UNEF, déjà forte des acquis des dernières années, une véritable force de proposition et d'action à tous les moments de la vie universitaire, mieux apte à prendre en compte les aspirations du monde étudiant.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66^e CONGRÈS

Denis KRYG, Sciences écos Tolbiac

Les couloirs de Tolbiac retentissent en ce moment des hurlements qui tiennent lieu de débat sur la « réunification ». Je crois qu'il n'est pas inintéressant en pleine préparation de notre Congrès, de souligner le décalage qui existe entre nos débats et ceux de gens qui, malgré tous leurs efforts, ne parviennent pas à créer, contre nous, une organisation crédible.

Il faut dire que le nombre de postes de la tendance X de l'organisation Y au BN de ce cartel, qui fait l'objet de tractations douloureuses, est d'assez peu d'intérêt pour un étudiant normal. Que cela aboutisse en plus à une nouvelle scission du MAS pour mieux préparer la réunification est strictement incompréhensible pour quelqu'un qui ne connaît pas leur fonctionnement par invectives.

Etudiants, étudiantes, comme disent les tracts de l'AJS, ORJ, OCI et de son paravent syndical « l'unité syndicale », tout cela n'est que magouille et opération politiciarde.

Bien sûr, une chose les unit : leur haine commune de notre représentativité, de notre place dans les universités. On se demande d'ailleurs pourquoi le CELF n'est pas invité aux réjouissances.

Mais une organisation où l'on crie, où l'on se menace, sous la surveillance engageante de blousons de cuir noir me paraît vouée à un éclatement précoce.

Tout ça porte à sourire. Avec cependant une pointe d'écœurement à penser que des gens détournent la MNEF pour cautionner l'opération. A Tolbiac, c'est une patronne de l'AJS-OJR qui tient la permanence de la mutuelle.

Décidément, nous ne sommes pas sur le même terrain que ces gens-là, nous ne parlons pas le même langage et nous ne parlons pas de la même chose.

C'est ce que je me dis chaque fois qu'ils nous interpellent aigrement dans un couloir avec l'obsession de nous faire démissionner des conseils. Ça leur va bien d'être l'organisation de la démission !

Si combattive qu'elle ne fréquente que FO parmi les syndicats de travailleurs (il est vrai que ce n'est pas de sa faute si les autres n'en veulent pas), elle a du mal à cacher son désintérêt chronique pour la situation des étudiants derrière des appels quotidiens à la grève générale. Ce serait même plutôt révélateur. C'est tellement moins gênant pour Saunier, l'incantation...

Bof, assez perdu de temps, revenons au débat autrement passionnant du 66^e Congrès.

CONTRIBUTION AU DÉBAT DU 66^e CONGRÈS

Michel PERNET - Grenoble

Le projet de résolution du 66^e Congrès me semble de plus en plus répondre exactement aux exigences des étudiants de 80.

Il faut bousculer nos habitudes, disons-nous, pour rassembler les étudiants. Je sais que le texte a surpris agréablement et qu'il nous oblige déjà à nous bousculer parce qu'on y décrit une UNEF nouvelle, où nous serons plus à nous sentir bien, où nous serons plus à donner notre avis.

L'ampleur du projet que nous proposons aux étudiants saute aux yeux. Pour moi, et c'est le sentiment qui domine largement les débats auxquels j'ai participé, un tel projet donne la perspective d'une activité syndicale plus vaste, plus efficace, prise en charge par les étudiants sur tous les problèmes qui les concernent. Nous affirmons avec la plus grande clarté que ce qui nous unit, c'est la volonté de créer une nouvelle solidarité étudiante qui transforme le climat des facs et donne la possibilité et l'envie de s'occuper de ses affaires.

Nous affirmons également l'urgence de rassembler les étudiants sur la seule base de leur volonté d'étudier, sans référence à leurs opinions politiques.

À l'écoute des premiers débats, et parce que je crois sentir l'hésitation de certains camarades à adopter une démarche aussi neuve, il me semble que le texte gagnerait encore en détermination si on y renforçait 3 idées :

1. Le fait que la place que nous occupons dans la société nous autorise à ne rien accepter qui soit contraire à nos intérêts d'étudiants (et c'est ce qui nous fonde à agir contre les mesures gouvernementales qui le sont).
2. Notre expérience nous amène à définir une conception de la lutte plus démocratique.
3. Loin de cacher les responsables, nous les dénonçons, quels qu'ils soient, parce que cela renforce notre efficacité.

Je propose donc l'insertion de 3 phrases brèves qui reprennent ces idées dans le paragraphe 24 :

« Notre place dans la société, notre qualité de citoyen, nous amènent à demander des comptes, à exiger que nos propositions soient satisfaites. C'est pour cela que nous n'acceptons pas les mesures gouvernementales qui s'en prennent aux étudiants, aux Universités.

Nous appuyant sur la force de l'UNEF, sur l'expérience que nous avons acquise, nous savons que pour ne pas laisser passer une seule atteinte à nos droits, pour lever les obstacles à mieux étudier,

à mieux vivre, il faut ne pas se laisser faire, il faut être nombreux à lutter dans plus d'endroits, de façon plus démocratique.

Rassemblés sans a priori, nous nous adressons publiquement aux responsables pour donner toute son efficacité à notre action ».

CONTRIBUTION AU DÉBAT DU 66^e CONGRÈS

Denis DUBIEN - Saint-Etienne

La lutte : une composante essentielle de la nouvelle solidarité étudiante.

Les discussions que nous avons pu avoir lors des congrès de comités, dans les congrès d'AGE ont montré à quel point, aujourd'hui, les étudiants sont isolés, combien leur statut même d'étudiant est remis en cause. Cela dit, dans le même temps, la volonté d'étudier, d'obtenir une réelle formation, de faire des études intéressantes, d'être citoyen à part entière, sont des aspirations qui se renforcent. Ces constatations nous avons tous pu les faire à partir de ce que nous vivons chaque jour dans nos amphithéâtres, dans nos facs.

C'est sur la base de cette réalité des étudiants d'aujourd'hui que nous voulons créer une nouvelle solidarité étudiante, que nous voulons que chacun se sente solidaire de son voisin, que chacun prenne toute sa place à l'Université, que chacun prenne ses affaires en main. Etre solidaire des autres étudiants de son amphithéâtre, de son TD, c'est cela qui permettra l'intervention de chacun.

En effet, déjà aujourd'hui, le syndicat a permis, dans beaucoup de facs, dans beaucoup d'amphis, le développement de multiples actions, de luttes diversifiées. C'est le cas à Saint-Etienne par exemple où nous avons gagné la construction d'un restaurant universitaire. Cela, nous l'avons obtenu car nous avons à chaque instant créé toutes les conditions pour associer l'ensemble des étudiants concernés et cela tout au long des dizaines qu'il a fallu prendre pour débloquer les 140 millions nécessaires.

Cela dit, c'est une réalité aujourd'hui que, trop souvent, du fait de l'isolement, les étudiants ne prennent pas assez en charge la défense de leurs intérêts et de leurs revendications. Dans combien de TD, d'amphis, de facs, les étudiants ne défendent pas leurs intérêts quand des difficultés surgissent ? Etre isolé, ne plus se sentir pleinement étudiant, c'est cela qui empêche les étudiants d'intervenir sur les choses qui les concernent, qui leur fait choisir le système D plutôt que l'action en commun pour surmonter ces obstacles. C'est le cas notamment quand, dans un amphithéâtre de Médecine 1^{re} année, un prof ferme les portes de l'amphithéâtre à clé à 8h sans que cela provoque des réactions de la part des étudiants de l'amphi.

Cela n'est plus possible, nous ne pouvons plus laisser passer une seule atteinte à nos droits d'étudiants. Nous ne pouvons plus permettre que nos intérêts soient remis en cause. Nous voulons créer cette solidarité étudiante pour permettre, en partant des préoccupations des étudiants, qu'ils se rassemblent tous, sans a priori, qu'ils définissent ensemble leurs objectifs, qu'ils refusent les obstacles en s'associant, qu'ils agissent plus pour gagner. Car c'est bien en développant une réelle solidarité entre les étudiants que nous créerons et développerons des réflexes de défense dans les amphithéâtres et les TD. Oui, l'action, la lutte est une composante essentielle de la nouvelle solidarité étudiante que nous voulons mettre en œuvre à l'Université. Avec un syndicat au cœur des études, nous donnons à chacun les moyens d'exprimer ses aspirations et d'agir pour les mettre en œuvre.

Ce que nous voulons, c'est plus d'acquis pour les étudiants, des acquis durables qui ne puissent pas être systématiquement remis en cause. Nous voulons qu'à chaque obstacle rencontré, les étudiants s'organisent et agissent, qu'ils luttent. Pour cela, nous n'avons pas une conception de luttes agitatrices. Lorsque nous n'avons pas une action à partir de ce que vivent et ressentent les étudiants, nous le faisons dans le but de gagner. Nous ne voulons pas d'une conception de l'action presse-bouton, sans objectif clair, qui ne permet pas d'unir les étudiants qui agissent ensemble pour avoir des conditions d'études normales. C'est en premier lieu aux étudiants concernés par un problème d'intervenir pour le résoudre, car ils sont les mieux placés pour le faire. A chaque étape sur chaque problème, les syndiqués doivent trouver avec l'ensemble de l'amphi, du TD, les meilleures formes pour permettre de décider et de rassembler la grande majorité des étudiants concernés dans l'action.

Pour donner toute son efficacité à notre action, nous nous adressons publiquement aux responsables. En effet, lorsqu'un problème se pose, lorsqu'une lutte est nécessaire pour le résoudre, nous voulons nous donner tous les moyens pour gagner. En engageant un grand débat avec tous les étudiants, nous mettons en lumière où sont les responsables, qu'il s'agisse du gouvernement, de l'administration, d'un professeur ou de qui que ce soit.

A mon avis, l'orientation que nous définissons pour notre 66^e Congrès nous permettra de développer partout, lorsque c'est nécessaire, la lutte pour que nous puissions, en nous organisant, gagner une situation normale à l'Université pour étudier.

CONTRIBUTION AU DÉBAT DU 66^e CONGRÈS

Patrick JACQUES - Sciences Po

- Les luttes ? Vous avez dit : les luttes ? - Non, j'ai dit les luttes ! -

Face au dialogue de sourds qui s'est engagé entre une tendance trop remuante et la majorité du Bureau National décidément trop discrète, que devons-nous penser ?

Il est désormais clair qu'il existe des divergences profondes quant à la nouvelle orientation qui sera proposée à l'assentiment du 66^e Congrès. Nier ces divergences serait puéril et indigne de notre syndicat.

Il ne serait pas sain que ces divergences n'apparaissent à l'ensemble de nos militants qu'à l'occasion du 66^e Congrès. Pour éviter cela, il est primordial que s'engage dès maintenant, au sein de chaque AGE, un grand débat démocratique dans lequel pourraient s'exprimer TOUS les militants de l'UNEF et ce, avant que nos délégués ne tranchent lors du Congrès de Reims.

Grâce à la reparation d'UNEF-INFORM, tous les adhérents ont maintenant pris connaissance du projet de résolution en vue du 66^e Congrès. Si je devais résumer brièvement ce texte, je dirais qu'il fait appel aux valeurs de solidarité et d'entraide afin que, par le biais de la participation et de l'action de nos élus, nous puissions « organiser notre vie d'étudiant » de 1980.

« Alors ? » direz-vous. Quoi de choquant, là-dedans ?

En apparence, ce texte est très noble et très ambitieux ; malheureusement, ce projet est l'expression du renoncement. En effet, les luttes, ainsi que la dénonciation de la politique universitaire gouvernementale, en sont complètement absentes.

Or, et c'est le sens du combat de l'UNEF, ces dernières années, le système universitaire français actuel est le fruit d'une logique cohérente qui déshumanise l'Université et accroît la sélection sociale, entre autres « bienfaits ». Cette politique ne saurait être mise en échec par une action au « coup par coup » et notre analyse doit être globale pour être efficace. Entendons-nous bien : l'action quotidienne et le développement des services sont très importants mais ils ne sauraient exclure les luttes et une action d'ensemble contre une politique gouvernementale scandaleuse.

Alors, on me répondra, et on l'a déjà fait, que le projet fait référence aux manifestes des précédents congrès et qu'il n'y a pas d'abandon de quoi que ce soit. Si cela est vrai, qu'on veuille bien répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi le B.N. a-t-il repoussé les deux amendements de Paul ROBEL qui s'appuient sur ces manifestes ?
- Pourquoi Didier SEBAN déclare-t-il que : « La sélection sociale, ça ne veut rien dire pour les étudiants » ?
- Pourquoi les membres du B.N. parlent-ils de façon vague et ambiguë « d'obstacles » en refusant de nommer la droite au pouvoir ?
- Quel est ce syndicalisme qui lutte contre la circulaire Bonnet en s'assurant qu'elle n'est « presque » pas appliquée ?

Il y a des « bavures » et nous serions satisfaits !

J'espère, quant à moi, qu'un grand débat démocratique s'engagera autour de ce projet et que ce débat dégagera une orientation réellement syndicale pour l'UNEF de demain.

COMITE DE REDACTION

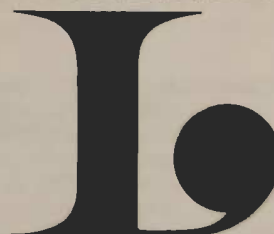
Catherine LEGER
Gilles BOITTE
Denis DUBIEN
Daniel KURI
Tristan MALLE
Isabelle PIPIEN
Jean-Louis TISSOT
Robert ZACHAYUS

Tél. : 742.59.40

La lecture et l'analyse littéraire aujourd'hui

La collection "L", un panorama des tendances, des recherches et des techniques modernes de l'analyse littéraire, qui présente des "modes de lecture" et une réflexion nouvelle sur des textes, des thèmes, des écrivains particulièrement représentatifs.

Chaque volume broché (15 x 21 cm)



12 titres disponibles, dont :

LINGUISTIQUE ET DISCOURS LITTÉRAIRE théorie et pratique des textes

par Jean-Michel Adam.

Le premier vrai manuel des études
littéraires modernes.

collection "L"
LAROUSSE
chez tous les libraires

UNEF-INFORM

UNION
NATIONALE des
ETUDIANTS de
FRANCE

Directeur de la Publication :
Didier SEBAN

N. SPECIAL CONGRES.

Rédacteur en Chef :
Tristan MALLE

N° 1142 D 73

Numéro SPECIAL CONGRES.
(Supplément au N. 13).

CONTRIBUTION AU DEBAT
DU 66e CONGRES

Héliène STREIFF
TOLBIAC

EDITO

**Ils sont venus, ils sont tous là,
Vive le 66ème Congrès de l'U.N.E.F. !**

Après deux mois d'un très riche débat dans les comités et les associations générales de l'U.N.E.F., le 66ème congrès de l'U.N.E.F. réunit à REIMS les délégués de toutes les universités de France, pour faire franchir au syndicat un nouveau et un important cap.

Riche débat, car il aura permis dans chaque A.G.E. d'enrichir considérablement notre réflexion, d'échanger une somme d'expériences et de définir localement l'orientation nécessaire pour faire de l'U.N.E.F. le lieu de rassemblement de la masse des étudiants, pour mieux organiser ensemble leurs études.

Mais, nous avons fait plus, dans de nombreux endroits nous avons commencé à mettre en place l'orientation : obtention de nouveaux locaux, campagne d'élections de délégués de T.D., ouverture de foyers, et c'est riche de ces nouvelles expériences que les débats de notre congrès permettront, j'en suis sûr, de mieux définir l'U.N.E.F. de la nouvelle solidarité étudiante.

Deux mois de débats préparatoires au cœur de la vie et des préoccupations des étudiants, nous amènent à un congrès lui aussi au cœur de la vie universitaire.

Nous ouvrons en effet nos travaux le 25 avril, dans une période de luttes importantes des étudiants, des enseignants, des travailleurs pour la défense de l'enseignement, de l'emploi, du pouvoir d'achat.

L'écho des manifestations d'hier, où nous avons tenu notre place, au côté des syndicats de l'enseignement supérieur, des personnels et de la recherche, s'est à peine éteint qu'à nouveau, par milliers dans la rue, des voix exigent les moyens pour la défense du service public.

Dans nos universités, les luttes se développent pour maintenir nos enseignements, notamment en E.P.S., et pour la défense des étudiants étrangers menacés d'expulsion par un gouvernement plus préoccupé d'euthanasie que d'insuffler aux facs les moyens nécessaires à leur vie.

Avec la force de notre congrès, à l'appel du comité national de défense des étudiants étrangers et de l'U.N.E.F., nous ferons des 6 et 7 mai deux grandes journées nationales pour exiger l'abrogation des mesures Bonnet - Lambert.

Donc un congrès qui résonnera des vraies préoccupations des étudiants, un congrès qui permettra à notre syndicat de franchir une étape historique.

Avec notre force, avec une démarche partant des aspirations des étudiants, de leur immense volonté communs de mieux étudier, le 66ème congrès fera date : il est le congrès du rassemblement des étudiants, il est le congrès de la création des groupes d'études, lieu de vie de la fac, il est le congrès des étudiants de 80.

Philippe GUICHAOUA
Secrétaire National.

Notre colloque nous a permis de mieux mesurer ce qu'est la sélection aujourd'hui. Notre étude chiffrée est révélatrice de l'ampleur de ce phénomène : 15,9% des étudiants de 1er cycle sont des enfants d'ouvriers et 9,7% des enfants d'employés. Le 3ème cycle ne se compose plus que de 7,9% d'enfants d'ouvriers et 7,5% d'enfants d'employés. Dans le même temps, alors qu'ils ne représentent que 19% des étudiants de 1er cycle les enfants de cadres supérieurs et de professions libérales forment 40% des étudiants de 3ème cycle. C'est donc bien les étudiants issus de milieux modestes qui sont les premiers touchés par la sélection.

Il en est ainsi des étudiants salariés auxquels l'université est profondément inadaptée. Ainsi, les T.D. du soir sont rares, les photocopies de cours trop souvent inexistantes, les secrétariats ne sont ouverts qu'aux heures où les salariés travaillent. Toutes les conditions sont réunies pour qu'ils se replient sur eux-mêmes. Tout les pousse au système D, au désespoir, et à l'abandon de leurs études.

Dans le même temps, les bourses ne permettent pas à ceux qui le désirent de poursuivre leurs études sans devoir se salarier. Leur pouvoir d'achat, comme l'a montré notre étude, diminue de façon constante depuis 1976. Comment peut-on à la fois payer la chambre en cité, le carnet de tickets de Restau U., les fournitures scolaires, les bouquins avec 700Frs par mois ? De plus, le gouvernement organise la sous information sur les bourses. Des centaines d'étudiants qui y ont droit ne font pas de demande de bourses parce qu'ils ne savent pas où aller chercher le dossier, quelle est la date limite pour le remettre. Ainsi 18% seulement des enfants d'ouvriers possèdent une bourse.

Enfin, les œuvres universitaires sont loin d'être à la mesure de l'aide dont ont besoin les étudiants les plus défavorisés. La situation des restaurants universitaires en est un exemple flagrant. Alors que le prix du ticket est passé à 4,40 Frs la somme effectivement consacrée à la nourriture n'a pas bougé depuis 1976 et s'élève à 3,50Frs.

Le gouvernement refuse de prendre à sa charge le paiement du personnel des Restau U. et reprend d'une main les subventions qu'il donne de l'autre en prélevant sur les budgets de R. U. 17% de T.V.A. La hausse des prix aidant, la quantité et la qualité du repas au R.U. diminue. N'a-t-on pas vu dans un R.U. parisien le nombre de pruneaux servis en dessert passer de 5 à 3 au cours d'une année universitaire ? On voudrait nous déguster du R.U. qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

Le seul moyen aujourd'hui de faire reculer la sélection, et son caractère avant tout social, c'est de créer dans nos facs une nouvelle solidarité étudiante. Oui, la responsabilité du syndicat des étudiants aujourd'hui, c'est bien de créer un climat qui permette, par la mise en place d'un vaste réseau de défense et d'entraide, à tous les étudiants de prendre la place qui leur revient à l'université. Il nous faut construire l'U.N.E.F. qui permette aux étudiants salariés d'agir pour que la FAC s'adapte à leur situation et crée toutes les conditions pour que le fait d'être salarié ne soit pas synonyme d'échec dans les études. Il nous faut l'UNEF qui permette à tous les étudiants qui souhaitent avoir une bourse de pouvoir être informés sur leurs droits et d'agir pour les faire respecter.

Il nous faut l'U.N.E.F. qui permette aux étudiants de lutter pour redonner tout leur sens aux œuvres universitaires.

C'est là, la profonde signification du projet de résolution du congrès de Reims.

F. BUOT
PARIS X — NANTERRE

POUR LE RENOUVEAU ET L'UNITE.

Le syndicalisme étudiant est à un moment décisif. Nous sommes en effet confrontés au démantèlement systématique de l'université par le pouvoir. Des milliers d'étudiants sont menacés. Alors qu'on pourrait s'attendre à une situation inverse, nous avons à faire face à une dégradation constante de l'U.N.E.F., alors qu'on attendait un bilan sans complaisance et des propositions audacieuses, le projet du B.N. comporte une proposition et des absences qui ne peuvent qu'inciter au refus :

Donner la priorité à l'entraide étudiante représente un recentrage opportuniste et dangereux pour notre organisation. Si nous possédons un outil syndical, c'est par la lutte que cela s'est fait. Tous ceux qui se sont battus pour son renouveau savent que l'acquis de l'U.N.E.F. c'est d'avoir un syndicat qui est capable d'organiser l'entraide des étudiants et leur défense quotidienne, mais aussi de mettre en échec le plan du pouvoir et d'impulser l'action pour une université démocratique. Les étudiants ont plus que jamais besoin de cette U.N.E.F. là, solidaire et combative. Ce n'est pas en transformant le syndicat en « club de Jeunes » que l'on fera reculer un pouvoir plus déterminé que jamais.

Il est d'abord curieux de constater l'absence de tout bilan d'activité (hormis trois mots pour nous dire que tout va bien...!). Quel est l'intérêt d'un congrès sinon de permettre à la direction sortante de mettre « cartes sur table », de faire le point sur l'action passée et à partir de là, d'envisager l'avenir ? Il est vrai qu'il n'y a pas de quoi être fier : L' U.N.E.F. a déserté le terrain de luttes importantes. Où était l'U.N.E.F. dans la riposte anti-faciste après l'assassinat de Pierre GOLDMAN, dans la mobilisation unitaire des femmes le 24 novembre, dans le combat récent pour la défense des étudiants étrangers ?

Nous en avons assez de manifester sur les trottoirs parce que notre syndicat est absent ! Dans toutes ces luttes, c'est avant tout un rapport de forces qu'il fallait créer contre le pouvoir. Qu'importe si nous ne sommes pas entièrement d'accord avec toutes les propositions des autres organisations. L'important est de mener la bataille en s'affirmant. Cette politique de la chaise vide entraîne la dégradation de l'UNEF.

Nous pouvons aussi constater l'absence du nombre d'adhérents et de toute analyse réelle à ce sujet, l'absence de toute référence au Congrès de Villetaneuse concernant les décisions essentielles (questionnaire, journal interne)

Que dire enfin de l'absence des luttes dans ce texte ?

Où sont passés la défense de l'université et le nécessaire appel à la mobilisation des étudiants T.D. par T.D., amphi par amphi pour faire reculer Saunier ?

Il est de ces absences qui sont inacceptables !

Toutes ces raisons (le débat qui s'engage permettra d'enrichir cette liste non exhaustive) incitent au combat pour le renouveau et l'unité de notre organisation.

Pour le renouveau, il nous faut proposer :

- une analyse de la crise à l'université ;
- une analyse en profondeur du milieu étudiant ;
- une réponse à la politique du pouvoir par l'élaboration. La plus large possible d'un projet d'université ;
- une bataille de l'information ;
- une riposte des étudiants contre l'asphyxie budgétaire ;
- un véritable statut de l'étudiant ;
- une défense des libertés menacées (les appelés, etc.) ;
- imposer le contrôle étudiant ;
- engager des discussions avec les organisations syndicales (CGT, CFDT, SNESup, SGEN) pour organiser une riposte unitaire à la progression dramatique du chômage ;
- développer avec encore plus de force les services pour faire du syndicat le compagnon de route de l'étudiant ;
- organiser un fonctionnement pluraliste ;
- améliorer l'information interne ;
- participer aux formes d'auto-organisation étudiante....

En un mot, développer une U.N.E.F. de combat et d'entraide, c'est comme le disait Didier SEBAN, « faire vivre l'U.N.E.F. au rythme des étudiants » .
MAIS EN S'EN DONNANT LES MOYENS.....

Luc GINOT
MEDECINE — MONTPELLIER

L'U.N.E.F., ce sont des étudiants solidaires et organisés, pour mieux organiser ensemble leurs études, c'est-à-dire en décider, surmonter les obstacles, vivre mieux, pouvoir faire ce qui les intéresse.

Cela, c'est l'esprit de la résolution proposée au débat du 66ème congrès. Cette démarche est par essence syndicale, elle ne pose aucun a-priori sur ce que font les étudiants syndiqués pour mieux organiser leurs études, elle demande en revanche plus de syndiqués pour de suite nous organiser pour bien faire nos études.

Pour bousculer des routines, cela en bouleverse ! Ainsi, sur l'entraide, l'U.N.E.F qui change exige de tous les syndiqués une réflexion profondément novatrice.

D'abord, il nous faut jeter aux oubliettes quelques vieilles habitudes qui subsistent. Il en est ainsi d'une vieille conception qui veut que les quelques syndiqués d'une fac sont au service des autres étudiants, pour aider au logement, pour avoir des polys, pour animer la fac, etc.... Cela voulait dire que nous avions une masse d'étudiants jugés inaptes au service, ... et des initiés qui ayant reçu l'illumination prenaient leur bâton de pèlerin, et faisaient des journées doubles une partie étudiant, une partie prestataire de service. Chose remarquable, cette dualité se retrouvait aussi dans le syndicat, où nous avions parfois la vieille classification, avec d'une part les activités dites pures et dures, à savoir l'action, de l'autre les activités des mous, regardés avec commisération, l'entraide. Comme si mettre en place un centre de polys n'exigeait pas mener l'action pour en avoir les moyens, salle, machine, argent, etc...., et comme si ce n'était pas d'un apport essentiel pour une masse d'étudiants, comme les salariés pour simplement pouvoir étudier !

La réflexion du 66ème Congrès met l'entraide au cœur du syndicat. Non, pas l'entraide pour enjoliver notre vie d'étudiant, (cela suppose que les 800 000 étudiants de France ont déjà les moyens de faire les études qu'ils souhaitent de manière intéressantes) mais bien l'entraide pour de suite avoir les moyens d'étudier. Cela, ça veut dire dans chaque fac, dans l'U.N.E.F. les étudiants s'organisent maintenant pour avoir des polys, des coopératives, des foyers, des centres logements, des animations culturelles, toute l'infrastructure nécessaire pour vivre et étudier.

Cela nous interpelle : il faut faire beaucoup, beaucoup plus : mieux développer nos premiers acquis, et en créer de nombreux autres. Une seule solution : rassembler dans l'U.N.E.F. des centaines d'étudiants pour faire tout cela. Des efforts en perspective, le moindre n'étant pas, à chaque initiative, d'appeler tous les étudiants intéressés à se syndiquer pour la prendre en charge, mais bien le plus important. Cela veut dire aussi accorder une attention soutenue aux responsables des différentes commissions qui regrouperont les syndiqués intéressés par la mise en place, l'animation et le développement. Des efforts en perspective, car élargir le champ de notre activité ne pourra se faire avec les mêmes, car nous n'aurions qu'un déplacement du champ de nos activités. Cela m'amène à rayer définitivement le bêtisier qui met un côté l'action, de l'autre l'entraide ! A l'inverse, pour pouvoir nous entraider, il va falloir continuellement agir, et même mener des actions de très grande ampleur, car comment obtenir autrement les centaines de locaux de nos G. E., indispensable pour concrétiser notre orientation, comment sans cela gagner dans toutes nos facs les moyens de tirer nos polys ?

Plus de bricolage, nous voyons grand : nous faisons l'U. N. E. F., de toutes les U. E. R., de chaque T. D., UNEF qui permet à chaque étudiant en se syndiquant de faire ce qui l'intéresse, et nous savons que cela veut aussi dire au syndicat avec les moyens de son avenir : locaux, machines, etc...., c'est toute une infrastructure lourde que nous devons gagner pour pouvoir nous entraider. En ce sens aussi le 66ème Congrès nous fait franchir un cap.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66e CONGRES

Brigitte DIONNET
Comité Espagnol - CENSIER PARIS3

Le projet de résolution pour le 66ème congrès, ouvre la voie à de grandes choses pour les étudiants. Ils vont avoir l'UNEF qu'il leur faut, qui correspond bien à ce qu'ils sont aujourd'hui, à ce dont ils ont besoin pour rester étudiant, pour acquérir une réelle formation leur permettant d'exercer un vrai métier.

Ainsi, l'UNEF, doit changer, se transformer, pour être à l'heure des changements intervenus à l'université dans la vie des étudiants.

Cette nouvelle UNEF, peut se construire aujourd'hui parce que les bases dont elle dispose sont solides, parce que huit ans de construction du syndicat ont fait éclore de nouvelles exigences. Nous avons depuis le renouveau bâti une UNEF utile, efficace. Des dizaines de milliers d'étudiants ont pu le rester grâce à leur syndicat. En changeant les modalités d'adhésion, en transformant les vieux C.A. en comités, nous avons grand ouvert la voie de la syndicalisation de tous et de toutes.

Il s'agit maintenant de franchir un nouveau cap. Un étudiant, une étudiante, seuls, sont perdus dans l'université. Du point de vue de leurs études, de leur vie dans la fac, des rapports avec les autres.

Les difficultés accumulées, les nouveaux problèmes surgissent freinent l'existence d'une vie communautaire estudiantine. Or, comment peut-on faire bouger les choses, se sentir étudiant, se plaire à la fac en restant dans son coin ?

Alors, de quelle structure, de quel moyen disposent-ils pour s'entraider, pour organiser collectivement leur vie universitaire, pour « se coordonner, réfléchir et agir ensemble » comme le dit le projet ?

Si le syndicat n'est pas capable de les accueillir, personne d'autre ne pourra le faire. C'est d'ailleurs ce que nous faisons déjà mais en modèle réduit. Du fait même de nos structures, maintenant inadaptées à la nouvelle étape que doit franchir le syndicat. Prenons un exemple. Des étudiants de troisième année d'Espagnol s'ennuient à mourir dans leur cours, au seuil de l'acquisition de la licence ils n'ont encore aucune formation professionnelle. Leurs problèmes sont tout à fait différents de ceux des quatrième année qui eux, ont un enseignement de qualité comprenant des stages.

Croyez-vous qu'ils doivent être dans une même structure syndicale ? NON.

Ils ont besoin chacun de leur groupe d'étude. Pour y faire quoi ? Discuter du contenu de leur enseignement et faire des propositions. Dans ce groupe d'étude les étudiants se destinant à l'interprétariat, au professorat, aux relations publiques d'une entreprise n'auront pas les mêmes exigences pour leur formation. En créant donc des commissions sur leurs problèmes spécifiques ils auront un bon outil pour les résoudre.

Enfin, certains sont intéressés par la musique cubaine, d'autres par la renaissance espagnole, ils doivent pouvoir se servir de leur syndicat pour organiser des activités auxquelles ils aspirent. Dans chaque secteur universitaire il en est de même ; un étudiant de première année d'I.U.T. n'a absolument pas les mêmes problèmes que celui de la deuxième année par exemple.

Une dernière remarque pour terminer : avec ce projet d'orientation nous lançons à la figure de tous les récupérateurs politiques la démarche fondamentalement syndicale de l'U.N.E.F.

Notre préoccupation permanente c'est que les étudiants disposent d'un véritable outil.

L'U.N.E.F. n'a jamais défini son orientation pour elle-même, ne s'est jamais renforcée pour se renforcer mais s'est développée en fonction des besoins des étudiants. Avec ce congrès, nous poussons jusqu'au bout cette démarche. L'UNEF, appartient aux étudiants. C'est à eux qu'il appartient de la faire vivre.

Leurs problèmes sont immenses comme les possibilités qu'ils ont de les résoudre. C'est pour cela qu'ils doivent se syndiquer en masse. Le 66ème Congrès doit les y aider et les y aidera avec le projet de résolution proposé par le B.N. La formidable avancée de l'U.N.E.F. depuis 72 se poursuivra en se décuplant.

Transformons l'U.N.E.F. en continuant le combat engagé.

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66e CONGRES

DROIT-SCIENCES ECO/AES BORDEAUX

L'Université est un terrain des luttes. Plus que jamais les atteintes aux droits acquis par les étudiants se multiplient. Des conditions d'étude à la dévalorisation des diplômes, du contenu des cours à l'absence de débouchés, de l'expulsion d'étudiants étrangers à la volonté de remettre en cause la loi d'orientation, tout nous montre que pour le pouvoir il s'agit de mettre l'Université à l'heure de notre temps, c'est-à-dire à l'heure de la Crise.

Mais ne nous y trompons pas ? L'Université n'est pas seulement « asphyxiée » ; il y a aussi toute une volonté de restructurer l'appareil éducatif. Dans ce cadre là, l'Université constitue un enjeu important pour ceux qui tiennent les rênes du pouvoir économique et politique. L'offensive idéologique doit s'analyser dans ce cadre là. Profitant de l'isolement des étudiants dû au renforcement de la sélection et à la dégradation des conditions de vie, le pouvoir entend prêcher la résignation pour démobiliser et étouffer la combativité des étudiants. De fait, depuis qu'aucune alternative n'apparaît pour changer l'université et répondre aux aspirations des étudiants, ceux-ci se sentent de plus en plus démunis.

Cette situation s'impose à notre organisation. Non pas pour baisser les bras et faire ainsi le jeu du pouvoir, mais au contraire pour le mettre en échec. Il faut donc mener, dans la période actuelle, une action syndicale de grande ampleur, s'appuyant sur les luttes qui se mènent aujourd'hui. Cela ne signifie pas que nous négligions l'intérêt des services rendus aux étudiants et qui ne peuvent d'ailleurs que rapprocher ceux-ci de notre organisation. Il faut le dire clairement, il y a des idées importantes dans le projet de résolution, mais celui-ci réduit de façon significative le champ de l'action syndicale, ce que nous n'admettons pas. En effet, ce texte apparaît comme un constat d'échec et ne remplit pas sa mission syndicale qui est d'offrir aux étudiants des perspectives de luttes.

Si la « solidarité étudiante » doit être plus que jamais étendue, l'U.N.E.F. ne doit pas être qu'un moyen de mieux réussir ses études. Si les militants de l'UNEF, doivent être les premiers à revendiquer une plus grande participation à l'élaboration du contenu de l'enseignement et du contrôle des connaissances, ils doivent surtout être les premiers à proposer une autre conception de l'Université.

Gagner des droits nouveaux, là est bien l'essentiel ! Pour cela il faut une organisation apte à mobiliser l'ensemble des étudiants sur la base de revendications concrètes et répondant aux exigences des étudiants. Les élus n'ont de justification que s'ils participent aux conseils d'U.E.R. et d'université pour prolonger par leur vote la lutte menée à la base. En aucun cas il ne faut privilégier les élections, qui restent cependant un temps fort de la lutte, à l'action syndicale quotidienne et résolument combative.

Pour remplir cette fonction syndicale, nous devons tous ensemble réfléchir sur ce que nous devons faire de notre syndicat et sur les rapports sans cesse plus larges et profonds qu'il doit entretenir avec les étudiants. Pour être l'instrument essentiel des luttes étudiantes, l'U.N.E.F. doit être à l'écoute de toutes les sensibilités. Cela passe d'abord par le respect d'un large débat démocratique interne. Cela passe aussi par la reconnaissance d'autres formes d'organisations combattives dans le mouvement étudiant. Il faut partout où cela est possible développer l'action dans l'unité sur des points précis. L'U.N.E.F. doit être d'abord avec tous les étudiants qui luttent. Par contre, nous n'avons rien à voir avec des étudiants qui voudraient faire accepter les atteintes aux libertés à l'université, la sélection, la dégradation des conditions d'étude.

Recréer un rapport de forces plus important pour une mobilisation plus large des étudiants ; bref, relancer le mouvement étudiant, telles doivent être les idées forces de ce 66e congrès que nous voudrions résolument plus syndical !

CONTRIBUTION AU DEBAT DU 66e CONGRES

Marc **TOURNOUD**
Sciences 1er cycle - GRENOBLE

Les étudiants de 80 sont différents, nos exigences communes se renforcent.

Le titre du projet de résolution me paraît devoir être le fondement de notre réflexion.

Les étudiants de 80, depuis qu'ils sont à l'université, n'ont connu que les campus à la Saunier. Quand un hall est désert, une fac sans vie, c'est pour tout le monde. Quand un T.D., un prof manquant, quand tout se décide en dehors de nous, cela nous concerne tous. Les étudiants sont donc aujourd'hui un milieu plus homogène. Une de leurs caractéristiques est de ne pas se sentir étudiant à part entière, exclus que nous sommes de la vie universitaire, de la vie du pays, en temps qu'étudiants.

Et ce qui est le lien fondamental entre nous, c'est la volonté d'étudier. Pourquoi entre-t-on aujourd'hui à l'université si ce n'est pour faire des études ? Notre exigence à faire des études correctement pour acquérir une formation est ce qui rassemble aujourd'hui la grande masse des étudiants.

C'est là, me semble-t-il, ce qui doit fonder notre réflexion syndicale.

Ces constatations font apparaître une première responsabilité pour l'organisation syndicale : il est aujourd'hui plus que jamais indispensable de tout mettre en œuvre pour que l'avis de chacun soit pris en compte, que chaque étudiant débattre, participe à la vie de l'université pour que nous prenions toute notre place dans la vie du pays.

C'est un droit, nous devons le prendre. Pour que ces idées signifient quelque chose dans les Facs, la première pierre de l'édifice est le droit pour les étudiants d'avoir des représentants partout où se décide ce qui les concerne. Cela va du conseil d'U.E.R., à la commission pédagogique, en passant par les jurys d'examen, du C.A. du CROUS à la commission réforme des programmes, etc.....

Droit d'avoir des représentants et possibilité pour ceux-ci de rendre compte de débats en un mot de pouvoir remplir leur mandat.

Ainsi de nos élus dans les conseils. Dans combien d'UER avons-nous la possibilité d'informer les étudiants par un journal des élus tiré par la Fac ? Dans combien d'UER disposons-nous d'un local syndical des étudiants où nous pourrions tenir une permanence des élus ?

Le quorum réduit le nombre d'élus étudiants, bafoue nos droits.

Nous voulons aller encore plus loin. Trop souvent, et notamment dans les premières années, les étudiants doivent se contenter d'un unique représentant pour des centaines d'entre eux.

Nous voulons conquérir des droits nouveaux. C'est pourquoi la proposition du projet de résolution d'élection de délégués de T.D. me paraît particulièrement importante.

D'abord parce que c'est dans les T.D. que l'on retrouve tous les étudiants y compris ceux qui n'assistent pas aux cours magistraux, les salariés par exemple. Parce que l'endroit où les étudiants font leurs études, débattent, c'est le T.D.

La réunion syndicale des délégués des T.D. de l'UER permet donc l'expression de chaque étudiant, l'information de tous, une bien meilleure coordination entre les élus au conseil, et les étudiants.

La commission pédagogique paritaire, composée des délégués de T.D. et des profs de l'année, donne la possibilité à chaque étudiant d'intervenir sur le contenu des cours, l'adéquation cours T.D., les dates d'examen, etc....

Ce sont les délégués de T.D. qui participent aux jurys d'examen.

Ce sont les délégués de T.D. qui font circuler l'information syndicale sur toute l'U.E.R.

Syndiqués, ils forment le réseau permanent d'entraide et de défense dont parle le projet de résolution.

En Sciences, 1er cycle à Grenoble, l'élection de délégués, dans les T.D. a rendu possible le débat avec la masse des étudiants sur les études de biologie, les programmes, ce qui s'est traduit, entre autre chose par une action massive obtenant le rétablissement de T.P. de biologie supprimés.

Autres conséquences : le bar, fonctionnement de la coopérative et la création d'un relais culture.

Il est donc essentiel que nous gagnions d'ici la fin de l'année l'organisation par l'administration d'élections de délégués. Pour autant nous devons faire attention à une chose : nous ne voulons pas de délégués qui serviraient à porter le cahier de texte et à amener les craies. Non, nous voulons des délégués qui forment un réseau sur l'U.E.R. qui soit véritablement l'outil de l'expression des étudiants, du débat sur l'U.E.R. Pour atteindre cet objectif, pour que chaque délégué et par conséquent chaque T.D. puisse disposer de la coordination du syndicat à tous les niveaux, pour que tous soient informés de l'activité syndicale, il est indispensable que chaque délégué soit syndiqué à l'U.N.E.F.

C'est la condition pour que nous puissions changer de climat dans les Facs, pour que les étudiants prennent la place qui leur revient à l'université.

66^e CONGRES
NATIONAL
1980 de l'
UNEF

Association Générale des Etudiants
de REIMS



25, 26, 27, 28
AVRIL 1980